

Antonin Cohen

Du corporatisme au keynésianisme. Circulation internationale des doctrines économiques et contextes nationaux d'importation : autour de François Perroux

En décembre 1942, dans un numéro de *Jeunesse France* spécialement consacré à cette «communauté» dont l'École Nationale des Cadres d'Uriage a fini par faire l'axe principal de son enseignement, Pierre Dunoyer de Segonzac et Hubert Beuve-Méry rendent un hommage appuyé au travail de François Perroux, à son plus récent ouvrage, *Communauté*, «un petit livre très remarquable», mais aussi à la revue dont il est l'animateur, les *Cahiers d'études communautaires*, dans lequel le futur directeur du *Monde* voit une excellente réponse au problème du temps : «comment instaurer, à égale distance du libéralisme et de l'étatisme, une tierce solution, une véritable communauté de travail, un corporatisme».

Il est un fait que, dans l'ensemble de la production intellectuelle qui allait rallier au corporatisme une grande partie de ceux qui entendaient trouver une «troisième voie» entre libéralisme et socialisme, les publications de François Perroux tiennent une place de choix. S'il est vrai que ce n'est pas cette postérité que donne aujourd'hui à voir l'image publique de l'économiste, dont la notice publiée dans l'*Encyclopædia Universalis* ne mentionne aucun des deux ouvrages qui ont fait de lui la référence intellectuelle de toute une génération, *Capitalisme et communauté de Travail* en 1938 et *Communauté* en 1942, il peut être utile de rendre compte de la cohérence de sa

production intellectuelle entre la fin des années trente et le début des années cinquante, dont la période de Vichy est un moment important, pour comprendre le destin de la troisième voie corporatiste et communautaire dans l'immédiate après-guerre. À la Libération, François Perroux devient en effet une référence *centrale* de cette discipline alors en pleine mutation qu'est l'économie politique, et, au-delà, dans les cercles réformateurs qui gravitent autour du Commissariat Général au Plan, et ce tant par ses publications, du *Revenu national* en 1947 aux *Comptes de la nation* en 1949 en passant par son «Que sais-je ?» sur *Le Capitalisme* en 1948, que par les différentes positions institutionnelles qu'il occupe alors, de la Faculté de droit de Paris, qu'il n'a jamais quittée depuis 1937, à l'Institut d'Études Politiques, où il enseigne dès 1946, et finalement au Collège de France, où il est titulaire de la Chaire d'analyse des faits économiques et sociaux à partir de 1955. Cette contribution voudrait en effet défendre le point de vue que, loin de s'inscrire dans la *rupture* que donne implicitement à voir cette image publique, la production intellectuelle de François Perroux est exemplaire des *continuités* idéologiques qui relient l'avant et l'après «Vichy» et qui nécessitent de comprendre le travail de reformulation, de neutralisation et de naturalisation, qui ont rendu méconnaissables, après 1945, certaines des thématiques idéologiques issues de l'intense activité des différents groupes qui se réclamaient de la troisième voie, avant 1945.

Il serait nécessaire, en s'inscrivant dans la continuité des travaux de Luc Boltanski ou Mikael Pollak, de restituer l'*ensemble* des stratégies et mécanismes de reconversion qui au lendemain de la guerre ont ainsi permis à toute une avant-garde intellectuelle de formuler à *nouveau* les idées de la troisième voie, et notamment dans les milieux du droit et de l'économie, du syndicalisme et du patronat, de l'administration et de la politique, pour saisir tout ce que le discours sur la «modernisation» de la France et la

«construction» de l'Europe doit aux différentes thématiques élaborées dans les instances de réflexions créées à la faveur de la Révolution Nationale, et, à travers elles, à la révolution conservatrice des années trente. Le papier que je présente ici a pour objet plus limité de revenir sur la trajectoire singulière de François Perroux, et, à travers lui, d'un groupe d'hommes situés à la lisière de l'économie et de la politique, dont l'économie politique de François Perroux n'a cessé d'être la référence, et qui a joué un rôle déterminant dans la définition des politiques économiques au lendemain de l'Occupation. Le propos de cette contribution est en effet de comprendre ce que l'importation du «keynésianisme», que l'on peut sommairement définir comme une doctrine économique emportant avec elle une série de principes d'action économique, doit, dans le cas particulier de la France, au contexte politique spécifique et aux acteurs sociaux concrets qui ont été au principe de sa réception intellectuelle et de sa mise en oeuvre pratique. De nombreux travaux se sont en effet attachés à restituer les différents moments et les différents lieux d'une éventuelle «révolution keynésienne» dans la définition et la mise en oeuvre des politiques publiques en matière économique, et en particulier en Grande-Bretagne, ainsi que, plus généralement, à retracer «l'impact des idées keynésiennes» dans l'ensemble des différents pays occidentaux, et en particulier du fait de la position dominante qu'occupent alors les États-Unis en Europe. Or, parmi ces travaux, ceux qui ont plus spécifiquement été consacrés au cas de la France (notamment les travaux de Pierre Rosanvallon) ne me semblent pas totalement prendre en compte ce qui fait la singularité du contexte national d'importation français dans ces processus internationaux, c'est-à-dire : - la très forte imprégnation du corporatisme dans le groupe des hommes qui ont été parmi les principaux importateurs du keynésianisme en France et la position centrale qu'occupe François Perroux dans ce groupe; - le double mouvement de retraduction du keynésianisme dans le corporatisme (avant 1945) et de reformulation

du corporatisme dans le keynésianisme (après 1945), qui résulte des effets de censure imposées par des transformations successives et brutales du contexte politique, c'est-à-dire le fort discrédit du «libéralisme» qui anticipe la chute de la 3^e République et la rapide dépréciation du «corporatisme» qui fait suite à la chute du régime de Vichy; - la tradition nationale dont l'économie politique française est en partie le produit, c'est-à-dire sa relation institutionnelle et intellectuelle aux Faculté de droit et aux théories juridiques de l'Etat et sa faible emprise sur la définition des politiques économiques, tradition que la «mathématisation» et la «comptabilisation» qui accompagne la révolution keynésienne en France vont précisément contribuer à remettre en question, en favorisant simultanément l'institutionnalisation d'une science économique autonome par rapport au droit et son «opérationnalisation» pratique par des institutions nouvelles comme le Commissariat Général au Plan.

Vers une révolution nationale : la troisième voie de François Perroux

Né en 1903 dans la bourgeoisie commerçante de Lyon, François Perroux reçoit une éducation catholique avant d'entrer à la Faculté des lettres, où il obtient une licence, puis à la Faculté de droit, où il soutient sa thèse de doctorat, avant d'être reçu major de l'agrégation en 1928. Au début des années trente, il reçoit une bourse de la Fondation Rockefeller, qui lui permet de se rendre à Vienne, où il fait la rencontre de Joseph Schumpeter (il en tire un ouvrage et une préface à la traduction de son oeuvre qui en font l'introducteur de sa pensée économique en France), puis à Berlin (voyage important pour comprendre la genèse de sa théorie de la communauté, produit démarqué de la *Volksgemeinschaft*), avant de reprendre son enseignement à la Faculté de droit de Lyon, puis de Paris à partir de 1937. C'est à ce point d'inflexion important dans sa carrière que François Perroux publie *Capitalisme et communauté de travail*, qui lui attire

immédiatement une reconnaissance publique dans les univers sociaux les plus variés. Synthèse novatrice du corporatisme, dont François Perroux a pu observer la mise en oeuvre en Autriche et en Allemagne, et du personnalisme d'Emmanuel Mounier, dont il est s'est personnellement rapproché depuis le milieu des années trente, ce livre doit aussi être compris comme une double prise de position, à usage interne à la Faculté de droit de Paris, contre les tenants du libéralisme économique encore dominant parmi les professeurs d'économie politique, et à usage externe au champ académique, contre les partisans du planisme porté par les avant-gardes réformatrices socialistes et communistes. Mais, plus généralement, *Capitalisme et communauté de travail* se veut une réponse directe à la perception partagée dans des secteurs de plus en plus larges des élites académiques, administratives, politiques et économiques d'une accentuation des luttes de classes en France dont l'avènement du Front Populaire est le plus clair signal.

À la lisière de l'économie et de la politique, *Capitalisme et communauté de travail* entend en effet proposer une troisième voie pratique entre planisme et libéralisme, à travers la collaboration du capital et du travail. Pour François Perroux, le problème central que tente de résoudre le «corporatisme moderne» résulte directement de la «séparation du travail et du capital» et des «antagonismes de classes» qui en sont l'aboutissement. C'est tout l'objet de la communauté de travail qu'il propose d'instituer, et qu'il définit comme «un groupement de caractère public ou semi-public où sont représentés paritairement patrons et ouvriers départagés en cas de conflit par l'État, et qui fixe par voie de décision autoritaire les prix des produits et des services (revenus) au lieu de les laisser s'établir par le jeu du marché libre». Le corporatisme moderne passe donc nécessairement par une transformation fondamentale des rapports entre l'État et le marché en plaçant celui-là en position d'«arbitre» de la vie économique à travers une

«planification corporative distincte à la fois du capitalisme libéral et de la planification collectiviste». En ce sens, il se distingue du corporatisme traditionaliste en ce qu'il s'applique «aux secteurs proprement et pleinement capitalistes», comme l'industrie et le commerce, c'est-à-dire là où «la séparation des facteurs travail et capital a atteint le maximum de sa netteté». Pour résumer brièvement l'économie politique de François Perroux, telle qu'il l'expose entre 1938 et 1942, il s'agirait d'instaurer un «un régime d'économie de marché organisée», qui le conduit progressivement à plaider pour un «marché corporatif» qu'il décrit notamment en ces termes en 1942 : «Sur le marché libre et qui régnait dans un capitalisme de petites unités, l'équilibre s'établissait ou se rétablissait spontanément. Sur le marché soumis au monopole, qui caractérise un capitalisme de grandes unités, l'État est intervenu sporadiquement pour établir ou rétablir un équilibre rétif. Les grandes unités économiques trouveront bien un jour leurs limites et leur discipline. L'État sera rénové et doté de moyens d'information et de direction indispensables. Alors seront réunies les conditions d'un marché corporatif où l'intervention sera la règle, mais où elle trouvera ses limites dans l'organisation des groupes économiques». Et il poursuit : «Le marché corporatif ne se conçoit qu'avec une planification propre. Elle ne tend pas, comme le collectivisme, à supprimer les initiatives des producteurs et des consommateurs et à les remplacer par des ordres du pouvoir central. Elle ne supprime pas le marché et le prix. Elle organise le marché, elle dirige le prix selon des options *politiques* clairement définies». Comme il le précise dans *Capitalisme et communauté de travail*, cette transformation des rapports entre l'Etat et l'économie passe nécessairement par une réforme de l'Etat parlementaire, qui ne lui paraît «plus adapté aux besoins de l'économie». Dans la communauté de travail, où «patrons et ouvriers» sont représentés de manière paritaire, «des *tiers départageants*» fournis par «des représentants de l'État et des

éléments neutres» devront donc siéger pour arbitrer les conflits éventuels. Mais, plus généralement, cette réforme doit conduire à l'instauration d'une nouvelle forme de représentation politique, à travers la création d'institutions qui *reflètent* véritablement la communauté nationale, et notamment ses communautés et corps intermédiaires, tout en restaurant l'Etat dans sa fonction de décision, et notamment par le rétablissement de la fonction de chef. Comme il le dit en 1938 : «Pour ceux de notre génération, il n'y a de révolution que nationale».

Dès lors, on comprend qu'avec un tel horizon d'attente, la Révolution Nationale ne pourra être que positivement perçue par François Perroux et que, dans l'autre sens, la doctrine économique et juridique qu'il tente de promouvoir ne pourra être que positivement perçue dans les cercles du pouvoir politique à partir de 1940. Ainsi, François Perroux est partie prenante de plusieurs entreprises politiques ou académiques auquel le régime a donné priorité. Il est nommé comme expert dans la commission chargée d'élaborer un projet de Constitution au sein du Conseil National créé par Vichy en janvier 1941. L'année suivante, en septembre 1942, il devient secrétaire général de la Fondation Alexis Carrel. Mais, plus généralement, par la position relativement rare qu'il occupe dans le réseau idéologique et social qui se met alors en place, par la multiplicité des positions institutionnelles qu'il occupe et par la multiplicité des prises de positions intellectuelles que lui permet l'accès à un très grand nombre de revues, comme *Idées* ou *Demain*, ou encore *Économie et Humanisme* (qu'il contribue à créer), ainsi qu'à un très grand nombre d'institutions d'enseignement et de recherche directement affiliées à l'œuvre de propagande du régime, et encore par les relais dont il dispose dans différentes maisons d'édition en tant que directeur de collection, comme les Presses Universitaires de France ou les éditions Domat-Montchrestien, François Perroux joue en effet un rôle déterminant dans la diffusion de l'idéologie

corporatiste et communautaire sous l'Occupation. Il est important de prendre en compte cette audience sociale tout à fait singulière pour comprendre les représentations partagées d'un réseau social qui sera particulièrement actif au lendemain de l'Occupation dans la réforme de l'économie française, et, en même temps, le contexte dans lequel la *Théorie générale* de John Maynard Keynes va être importée en France.

Corporatisme et keynésianisme : retraductions et reconversions

Dans l'ensemble de la production de François Perroux durant l'Occupation, il faut réserver une place centrale, comme nous y invite Hubert Beuve-Méry, à la série des *Cahiers d'études communautaires* qu'il anime et dirige avec Jacques Madaule à partir de l'été 1941. Le programme des *Cahiers* ne laisse aucun doute sur l'ambition qui leur est assignée : «Que veut la France?... Vivre. Dans l'effondrement de ses anciens cadres et dans la construction du nouveau monde européen, comment peut-elle vivre?... En faisant sa propre révolution. Révolution Nationale a dit le Maréchal. Notre communauté y aidera». Mais ce qui est plus remarquable encore dans cette entreprise, c'est, d'une part, la grande continuité intellectuelle qui lie cette nouvelle revue à sa devancière, *Esprit*, qui vient finalement d'être interdite par le régime, et dont on retrouve certains des fondateurs, comme Jacques Madaule, Pierre-Aimé Touchard ou André Délage, dans les sommaires des *Cahiers*, et d'autre part, la tentative novatrice de retraduction du keynésianisme dans le cadre de la troisième voie corporatiste et communautaire dont certains des collaborateurs des *Cahiers* vont être les principaux agents. On peut en donner deux exemples.

Pierre Uri. Il faut percer le pseudonyme qu'il s'est donné à l'époque dans les *Cahiers*, Rémy Prieur, pour retracer toute la trajectoire

de cet agrégé de philosophie, licencié en droit, qui commence par enseigner la philosophie à Lyon, puis à Laon, où il succède à Jean-Paul Sartre, et à Reims, où, une fois démobilisé, il est rappelé à ses chères études par le statut des juifs. Il retourne donc à Paris et, «dès le lendemain», dit-il, il s'inscrit au Panthéon, où il retrouve celui qui donne dès lors une nouvelle orientation à sa carrière, François Perroux, à qui il reconnaît devoir sa «formation d'économiste». De fait, Pierre Uri se consacre alors à la lecture, «dans le texte», de la *Théorie générale* de Keynes, tout en suivant les cours de doctorat de François Perroux. Bien que continuellement menacé, il n'en exerce pas moins une fonction tout à fait officielle dans l'administration corporative mise en place par le régime de Vichy, après avoir obtenu une bourse qui lui permet de suivre, pendant l'année 1942, les cours du Centre de préparation aux affaires rattaché à la Chambre de Commerce de Paris, lorsque son examinateur de fin d'année, Henri Culmann, secrétaire général du ministère de la Production industrielle (et accessoirement collaborateur des *Cahiers*), lui propose du travail en zone non occupée, à Lyon, de 1942 à la Libération, dans l'un des Comités d'Organisation créés par le régime de Vichy, le Comité de la broserie, tabletterie et industries diverses, pour lequel il est chargé d'élaborer les statistiques permettant de «fixer les prix de [ces] différents produits».

Jean Domarchi. Outre les contributions de Henri Culmann ou André Gros, vice-régent de la Fondation Carrel, le numéro des *Cahiers* plus particulièrement consacré à l'économie est essentiellement composé de travaux des disciples de François Perroux, Jean Domarchi, Gabriel Dessus, Max Principale ou Albert Gazier, qui assistaient pour les trois derniers au séminaire que donnait François Perroux à l'École pratique des Hautes études durant l'année universitaire 1938-39 (où se trouvaient aussi Henri Denis, Daniel Villey, Robert Marjolin et Jean-Marcel Jeanneney). C'est la même équipe, Perroux, Domarchi, Dessus et Principale qui publie un dossier

intitulé *L'économie sans abondance*, avec notamment des contributions d'Alfred Sauvy et Auguste Detoef, et dont est extraite la citation ci-dessus sur le marché corporatif. Or, dans ce même ouvrage, Jean Domarchi explique ce que pourrait être, dans le cadre de ce marché corporatif, le rôle de l'investissement public, en s'appuyant à la fois sur les implications théoriques de la théorie keynésienne, et notamment du multiplicateur d'investissements, et sur les implications pratiques du Plan allemand. Alors chargé de cours à la Faculté de droit de Dijon, Jean Domarchi est en effet l'auteur d'une thèse soutenue en décembre 1943 devant un jury composé de François Perroux et Gaëtan Pirou et consacrée à la pensée économique de John Maynard Keynes et à son influence en Angleterre. Une thèse dont il tire immédiatement un ouvrage publié dans une collection que dirige François Perroux chez Montchrestien, tout en prenant part à la traduction française de l'ouvrage de William Beveridge, *Full Employment in a Free Society* (traduction dont l'essentiel revient, comme on le sait, à Henry Laufenburger).

Si, en 1943, l'importation du keynésianisme en France ne peut donc se comprendre que dans le contexte de formalisation et d'institutionnalisation du corporatisme, la très rapide dévaluation du référentiel corporatiste à partir de 1944 va conduire à une série de désinvestissements et de ré-investissements intellectuels, qui ne vont alors être possibles qu'à travers la reconversion des ressources institutionnelles et sociales accumulées par François Perroux durant l'Occupation, et notamment celles qui vont lui permettre de créer l'Institut de Sciences Économiques Appliquées sur les réseaux de la Fondation Carrel. De septembre 1942 à décembre 1943, François Perroux est en effet secrétaire général de la Fondation française pour l'études des problèmes humains, dirigée par le Prix Nobel de Médecine 1912 Alexis Carrel, et qui regroupe notamment des proches de François Perroux, comme Yves Mainguy, Henri Denis, Max Principale, Gabriel Dessus,

Jean Domarchi, François Divisia, Henri Guitton, Daniel Villey, ou encore Alfred Sauvy, directeur de l'Institut de conjoncture et conseiller technique du département de biosociologie, mais aussi des hommes comme Jean Vergeot, Jean Bénard ou Jean-François Gravier, que l'on retrouve après-guerre au Commissariat Général au Plan avec Pierre Uri. C'est en effet un élément de compréhension essentiel de la *transition* singulière qui va se jouer à partir de 1944, avec la création de l'I.S.E.A., que la conversion des ressources accumulées par François Perroux se soit d'abord inscrite dans le tissu des réseaux sociaux qui se sont cristallisés sous l'Occupation, et que la reconversion subséquente des investissements dans le keynésianisme par son entourage immédiat se soit réalisé dans le contexte d'institutionnalisation du Plan en France. Créé en janvier 1944 sous l'égide de l'École (encore) libre des sciences politiques, avec l'appui de la Banque de France et de la Caisse des dépôts et consignations, sous le «patronage» d'Auguste Detoef, Gaëtan Pirou et Alfred Sauvy, auxquels viennent se joindre des économistes comme Charles Rist ou Jacques Rueff, d'abord financé par un premier contrat de recherche commandé par Henri Culmann au Ministère de la Production industrielle (c'est d'ailleurs François Perroux qui préside à la soutenance de sa thèse en novembre 1944), l'I.S.E.A. se donne alors pour objectif d'étudier et d'enseigner la science économique «appliquée» en «utilisant les méthodes mathématiques».

De la Révolution nationale au Revenu national : une transition politique

À partir de 1945, par conséquent, l'I.S.E.A. devient l'un des principaux lieux de neutralisation des investissements idéologiques de François Perroux et de son équipe durant l'Occupation, à travers la définition simultanée d'une économie politique qui se veut désormais strictement scientifique et d'une série de nouveaux instruments de politique économique qui se

veulent de leur côté directement opératoires. La diffusion de la révolution keynésienne va alors se jouer dans un double mouvement, en apparence contradictoire, de scientification et d'opérationnalisation de l'économie politique, qui se joue simultanément dans le champ académique et dans le champ bureaucratique, dans un triangle institutionnel qui va de l'I.S.E.A. au Commissariat Général au Plan en passant par l'Institut d'Études Politiques et l'École Nationale d'Administration. Tandis que François Perroux rédige avec Pierre Uri l'ouvrage qui va constituer la pierre de touche de ce renouveau, *Le Revenu national*, c'est en effet à François Perroux et Pierre Uri que reviennent les deux enseignements d'économie politique des deux écoles de pouvoirs créés à la Libération, l'IEP et l'ENA, où, plus qu'à l'Université, le keynésianisme va connaître une large diffusion intellectuelle.

Publié dans la collection «Pragma» aux Presses universitaires de France, une collection explicitement créée pour «accueillir» les travaux de l'I.S.E.A., *Le revenu national* est le résultat d'une étude faite par l'Institut à la «demande» du C.G.P. afin de donner au nouveau plan français «des bases rationnelles et quantitatives». Le livre est signé conjointement par François Perroux et Pierre Uri, qui en rédigent chacun une partie, ainsi que par Jan Marczewski qui formalise pour l'équipe «les tableaux de la comptabilité et du revenu de la nation», et dont le témoignage semble comme résumer ce que le livre doit à la retraduction des différentes questions de l'avant 1945 dans le contexte nouveau de l'après 1945 : «J'ai commencé à faire ma thèse sous la direction de Gaëtan Pirou sur "La politique monétaire et financière du IIIe Reich". J'ai cherché à caractériser, de façon aussi quantitative que possible, l'économie allemande, et à expliquer le mécanisme du système de financement du Dr Schacht, qui est une anticipation géniale de la théorie keynésienne; il fut conçu tout d'abord pour sortir l'Allemagne de la grande dépression, mais il a ensuite été utilisé par

Hitler pour financer la guerre». De la même manière, *Le Revenu national* est précédé d'un avant-propos de Robert Marjolin, ancien élève de François Perroux, alors commissaire général-adjoint au Plan, grâce auquel Pierre Uri est alors nommé au C.G.P.. Comme François Perroux l'explique en introduction de l'ouvrage publié en 1949 et qui, avec *Le Revenu national*, va constituer la référence commune de tous ceux qui, au C.G.P. et ailleurs, vont œuvrer en faveur d'une politique économique conciliant les principes du marché et de la planification, *Les Comptes de la nation*, le concept de «revenu national» doit permettre de dépasser ces «deux modèles limites d'organisations» que sont la «planification intégrale» et la «concurrence parfaite», ambition qui est parfaitement convergente, comme il l'explique dans le cours qu'il donne à l'IEP de Paris durant l'année 1946-47, avec «la révolution keynésienne», dans laquelle il voit une théorie de «conciliation» entre «le trantran du capitalisme» et «la menace barbare de la planification».

À travers l'ensemble des mécanismes de conversion et de diffusion de l'idéologie de troisième voie, dont le succès dépendra en partie de la présence à l'un et l'autre bout de la chaîne de ceux-là mêmes qui, en donnant le crédit de la «science» et l'apparence de la diversité, à ce qui n'était la plupart du temps que mot d'ordre politique et proximité idéologique, ont été en mesure d'assurer la neutralisation et la naturalisation de ses principales thématiques dans le registre «technique» de l'économie politique. Si révolution keynésienne il y a eu à partir de 1945 en France, par conséquent, dont le revenu national aurait été le «moyen», celle-ci ne peut être comprise que dans le contexte particulier d'importation qui aura été le sien et dans le registre singulier des agents sociaux qui en ont été le canal. Dans les concurrences qui opposaient entre eux les économistes pour l'appropriation de cette doctrine économique, en effet, le keynésianisme a, *parmi d'autres choses*, été un moyen de reformuler les

présupposés de la troisième voie corporatiste et communautaire dans le langage de la science économique pure, autorisant ainsi une double opération sociale : une reconduction du débat intellectuel au profit des anciens de la troisième voie contre les économistes libéraux et les économistes marxistes, d'une part, et l'institutionnalisation des liens entre économistes purs et techniciens de l'économie sur la base de cette révolution conservatrice, d'autre part, et qui contribuera par exemple à la relative marginalisation des économistes libéraux ou néo-libéraux dans l'immédiate après-guerre.

C'est toute cette histoire qu'il faut tenter de restituer pour comprendre pourquoi François Perroux, en 1950, tentant de restituer la «signification» du Plan Schuman S que Paul Reuter et Pierre Uri ont largement contribué à modeler dans l'entourage de Jean Monnet S pourra y voir une tentative de «conciliation des techniques de la planification simple et de la concurrence» reposant sur une «*concurrence organisée*», un «genre de keynésianisme» («court, vague et mal digéré»), et, contre toute attente rétrospective, une sorte de «comité d'organisation supranational» : «Le complexe charbon-acier est assez exactement un *Comité d'organisation* à l'échelle plurinationale. Ce serait un jeu de le démontrer. Comité de type "autoritaire" ou de type "démocratique", connecté sur les "groupements régionaux" et (ou) sur des groupements techniques, assorti de comités consultatifs et bénéficiant de "Commissaires" des gouvernements, cherchant à dégager des normes économiques combinées à une politique sociale, mais cependant défendues contre les excès de cette dernière, nous avons déjà entendu parler de tout cela. À une époque fort malheureuse de notre histoire. Souhaitons donc au pool charbon-acier un avenir tolérable dans une atmosphère de paix approximative. Et formons le vœu que la "concurrence organisée" entre plusieurs nations produise les heureux effets qu'elle a été lente à engendrer

dans le cadre modeste d'une communauté nationale».

De fait, il est d'autant plus difficile de saisir le destin du corporatisme dans l'immédiate après-guerre que, alors même qu'il accède à une certaine forme d'institutionnalisation politique, il ne peut plus réellement se donner à voir comme tel du fait du discrédit idéologique que sa proximité aux réformes de la Révolution Nationale fait alors peser sur lui; et que, dans l'autre sens, alors même que le corporatisme est porté par des agents qui, sous l'invocation du keynésianisme, ont très fortement contribué à la transformation des politiques économiques dans l'après-guerre, comme l'administrateur du Plan Marshall en Europe, Paul Hoffman, ces agents ne sont pas nécessairement perçus alors comme des promoteurs du corporatisme. Président de la *Studebaker Automobile Company* et directeur de l'*Economic Cooperation Administration* (ECA) chargée de gérer le Plan Marshall, par la suite président de la Fondation Ford, Paul Hoffman est en effet le fondateur du *Committee for Economic Development* qui réunissait, en 1942, la fine fleur du «corporatisme américain» à la recherche d'une «troisième voie» (*a middle path*) entre libéralisme et étatisme.

Comme l'a fortement souligné Albert Hirschman, «les politiques de type keynésien» n'ont connu le succès qui a été le leur au lendemain de la guerre qu'en raison de l'effet boomerang d'import-export qui a placé les États-Unis en position d'exercer «une influence directe» sur les politiques économiques des nations européennes à travers ses différents programmes d'aide économique, et particulièrement le Plan Marshall. Or, il est assez remarquable que le keynésianisme ait ainsi pu servir de *pôle magnétique* aux relations internationales entre des agents qui se réclamaient chacun dans leur champ du pouvoir respectif d'une forme de corporatisme.